



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

contrôle technique des véhicules

Question écrite n° 17406

Texte de la question

M. Alfred Trassy-Paillogues appelle l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des transports sur les inquiétudes suscitées par le projet d'instaurer un contrôle technique obligatoire pour les motos voulu par l'Union Européenne. Les plus récentes études d'accidentologie ont montré que moins de 1 % des accidents de deux roues à moteurs serait lié à une défaillance technique du véhicule et la situation effectivement préoccupante de l'accidentologie moto est avant tout liée à des facteurs humains, à la vulnérabilité des utilisateurs, à des questions d'aménagements routiers et à l'augmentation du nombre de pratiquants. La réglementation oblige déjà les utilisateurs à une révision par un professionnel tous les 6 000 kilomètres. Aussi, il lui demande comment il entend répondre aux préoccupations des usagers.

Texte de la réponse

Les deux-roues sont fortement impliqués dans les accidents de la route en France : les motocyclistes représentent moins de 1 % de la circulation mais plus de 16 % des tués. Toutes les mesures susceptibles d'améliorer cette situation doivent être envisagées, qu'elles se fondent sur la prévention ou sur la répression, qu'elles visent les conducteurs, les véhicules ou les infrastructures. Ainsi, en février 2006, le ministre des transports, de l'équipement du tourisme et de la mer a demandé au conseil général des ponts et chaussées (CGPC) d'évaluer l'intérêt de mettre en place un contrôle technique périodique des deux-roues motorisés. Dans son rapport remis, en mai 2007 et rendu public, le CGPC, se fondant sur de nombreuses consultations et comparaisons internationales, se montre plutôt favorable au principe d'un tel contrôle. Toutefois, il estime que le coût pour le propriétaire ne devrait pas s'éloigner de 30 euros et que les modalités techniques et administratives de la réforme ne devraient être arrêtées qu'après une concertation étroite avec les usagers et les professionnels. En outre, la mise en oeuvre d'un contrôle technique nécessite que tous les véhicules soient immatriculés, ce qui ne sera pas le cas pour tous les cyclomoteurs avant juillet 2009. Dans ces conditions, le comité interministériel de la sécurité routière, réuni sous la présidence du Premier ministre le 13 février 2008, a considéré qu'il serait prématuré de décider du principe d'un contrôle technique périodique des deux-roues motorisés.

Données clés

Auteur : [M. Alfred Trassy-Paillogues](#)

Circonscription : Seine-Maritime (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 17406

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 février 2008, page 1371

Réponse publiée le : 15 avril 2008, page 3317